

Questions orales

L'hon. Donald J. Johnston (ministre d'État chargé du Développement économique et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Madame le Président, à propos des modalités de paiement, certains détails doivent encore être mis au point. Quand ce sera chose faite, ces données seront disponibles. On a adopté les principes généraux de paiement recommandés dans le rapport Gilson—les grandes lignes bien entendu. D'autres détails seront communiqués en temps voulu.

M. Mayer: Il est indispensable que le ministre se rende compte que nous avons été saisis aujourd'hui d'une série très compliquée de propositions et que les bureaucrates ont eu beaucoup de temps pour les élaborer et les comprendre.

ON DEMANDE QUE LES PRODUCTEURS AIENT L'OCCASION DE
COMPRENDRE LES PROPOSITIONS DU GOUVERNEMENT

M. Charles Mayer (Portage-Marquette): Madame le Président, le ministre peut-il nous assurer que les producteurs canadiens auront l'occasion non seulement de participer également à la prise d'une décision au sujet de la répartition des paiements mais d'examiner aussi toutes les conséquences de cette décision avant que le gouvernement ne donne suite aux propositions présentées aujourd'hui?

L'hon. Donald J. Johnston (ministre d'État chargé du Développement économique et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Madame le Président, le gouvernement a entamé pour toutes les questions de cette nature une série détaillée de consultations. Je peux assurer au député qu'on tiendra compte de l'intérêt de tous les groupes touchés.

L'EFFET MULTIPLICATEUR DES DÉPENSES AGRICOLES

M. Vic Althouse (Humboldt-Lake Centre): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé du Développement économique. Le ministre des Transports a dit que les plans d'investissement dans les chemins de fer sont intéressants pour le Canada puisqu'ils rapportent un peu plus de \$2 par dollar investi. Cela s'explique par les emplois et les investissements créés grâce aux retombées de l'investissement initial. Le ministre sait-il que dans le secteur agricole, ce coefficient est de 3.5 à 7, par dollar dépensé? Peut-il expliquer à la Chambre pourquoi le gouvernement a décidé de réduire ses programmes de dépenses au lieu de laisser les crédits agricoles suivre la voie habituelle? Ils ont restreint ces programmes et les ont transférés aux chemins de fer, où le produit net est de 2 pour 1, au lieu de laisser ces fonds suivre la voie habituelle et rapporter de \$3.5 à \$7 par dollar investi. Quel genre de propositions le gouvernement envisage-t-il pour compenser cette diminution ou cette restriction imposée à l'économie canadienne, ce qui représentera sans doute de 3 à 6 millions de dollars d'ici la fin de la décennie?

● (1440)

L'hon. Donald J. Johnston (ministre d'État chargé du Développement économique et ministre d'État chargé des Sciences

et de la Technologie): Madame le Président, cette question est pour le moins tirée par les cheveux.

Des voix: Oh, oh!

M. Johnston: En fait, l'investissement des chemins de fer est absolument essentiel si nous voulons accroître de façon efficace et rentable les exportations de céréales de l'Ouest, dont le volume total, comme je l'ai dit dans ma réponse précédente, doit augmenter de 10 millions de tonnes d'ici la fin de la décennie. Pour que ces céréales arrivent sur le marché, madame le Président, ces investissements sont indispensables.

Il est un fait que ces investissements auront des retombées industrielles très avantageuses et ce, bien entendu, dans l'ensemble du pays. En outre, j'en reviens au fait que la subvention de base du Pas du Nid-de-Corbeau, qui s'élève à 651 millions de dollars, continuera à être versée aux agriculteurs de l'Ouest, ce qui leur permettra de diversifier davantage leur production et de se lancer dans d'autres secteurs. En dernier ressort, c'est toute l'agriculture de l'Ouest ainsi que le secteur du conditionnement des aliments qui prendront de l'importance et deviendront beaucoup plus rentables. Le député, qui vient de la Saskatchewan, doit apprécier les avantages que cette proposition revêt pour les électeurs dont il défend actuellement la cause, en invoquant des arguments bien minces, à mon avis.

M. Althouse: Madame le Président, c'est justement parce que je viens de la Saskatchewan que cette question me préoccupe. Je m'inquiète en tant qu'agriculteur de la Saskatchewan, non seulement au sujet de mes électeurs, que cette mesure va toucher, mais également pour les employés de Massey-Ferguson, ceux des sociétés d'engrais et ainsi de suite. Il y aura des mises à pied parce que les crédits alloués à ce secteur de l'économie diminueront du fait que le gouvernement a décidé d'investir dans un plan moins efficace.

ON DEMANDE DES PROGRAMMES COMPENSATOIRES POUR
INDEMNISER LES AGRICULTEURS DE LEURS FRAIS

M. Vic Althouse (Humboldt-Lake Centre): Madame le Président, je m'inquiète également de certaines des hypothèses échafaudées par les médias et par le ministère. La proposition du ministre des Transports repose, semble-t-il, sur l'hypothèse selon laquelle les exportations vont augmenter. On a supposé cependant qu'il n'y avait aucune différence entre exporter des céréales et exporter du charbon. Dans le dernier cas, ce sont les dernières expéditions qui permettent à l'expéditeur de réaliser le plus de bénéfices, mais ce n'est pas vrai dans le cas des céréales. Quels programmes le gouvernement envisage-t-il pour tenir compte du fait que les dernières quantités produites dans le domaine agricole sont les plus coûteuses et aussi que nous ne sommes déjà plus en mesure de payer ces dernières quantités? Elles coûtent plus qu'elles ne rapportent. Quels programmes ou avantages compensatoires propose-t-il pour remédier à cette situation?